

Chapitre II

CARACTÉRISTIQUES DES STRUCTURES

2.1 ASPECT JURIDIQUE, CAPITAL, ORGANISATION

En Afrique, 30 banques centrales ont été fondées et sont l'aboutissement du processus évolutif esquissé dans le chapitre précédent (elles sont au nombre de 28 si nous excluons celles de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie dont nous n'en occuperons pas), deux d'entre elles ont un caractère multinational: la BCEAO et la BEAC. Tandis que les organismes précurseurs — les divers instituts d'émission et les comités monétaires — ont eu une histoire très différente, liée aux organisations des diverses puissances colonisatrices, les banques centrales actuelles présentent des caractères similaires, du point de vue structurel et fonctionnel. Nous étudierons dans cet ouvrage le dispositif de leur organisation, les fins poursuivies et les fonctions qui leur sont assignées ainsi que le contexte institutionnel dans lequel ces banques opèrent.

On a respecté en Afrique les conditions préalables nécessaires de nos jours à la constitution des banques centrales, c'est-à-dire:

- a) la réglementation publique de l'émission des billets;
- b) la centralisation de l'émission dans un seul institut;
- c) la nature publique de l'organisme.

(1) Voir DELL'AMORE, *Le funzioni delle banche centrali*, Giuffrè, Milan, 1968, pp. 6-20.

Toutes les banques centrales africaines sont, en effet, des instituts de droit public, au capital entièrement versé par l'Etat, jouissant de l'autonomie financière et de la personnalité juridique (1). C'est affirmer solennellement l'autorité de l'Etat en la matière, position qui ne se différencie pas de celle des instituts analogues dans les pays plus évolués.

Au sommet sont placés un gouverneur et un comité ou un conseil d'administration chargés de définir la politique monétaire du pays ainsi que celle du crédit (2). Au niveau de l'exécutif on trouve le directeur général et les divers départements dont la banque est composée. Les problèmes qui se posent, particulièrement en Afrique, sont ceux d'une structure adéquate de l'organisation interne (3) et ceux concernant la formation des cadres de direction et du personnel (4).

(1) Voir, outre les statuts de chacune des banques centrales, *Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, *op. cit.*, *passim* et BASU, *La banca centrale nei Paesi in via di sviluppo*, *op. cit.*, pp. 79-89.

(2) « La composition du Comité de Direction est particulièrement significative dans la détermination du degré d'indépendance de la banque centrale vis-à-vis de l'Etat du point de vue formel, et donc de la possibilité qu'elle a de résister aux pressions inflationnistes venant du secteur gouvernemental » (BROWN, *Effective monetary control in developing countries: the African experience*, dans: « The Bankers' Magazine », septembre 1968, p. 153. En ce qui concerne les rapports entre les banques centrales et les gouvernements voir ci-après le para. 5.1.

(3) KROC indique les lignes directrices à suivre pour accroître l'efficacité de l'appareil de direction d'une banque centrale dans un pays en voie de développement, il insiste sur les qualités que le directeur exécutif doit rechercher dans ses collaborateurs: intelligence, curiosité intellectuelle, intégrité morale, caractère communicatif, décision, sens de la coopération, aptitude à enseigner, organiser, conseiller et contrôler (voir KROC, *Management strategy of a central bank in a developing country*, dans « Finance and Development », FMI-BIRD, juin 1972, pp. 42-47). Il est d'ailleurs bien plus facile d'énumérer ces directives que de les réaliser dans la pratique.

(4) MOTTURA après avoir fait observer que les cadres supérieurs des banques africaines en général (non pas uniquement des banques centrales) se res-

Ainsi qu'on l'a fait remarquer, les deux banques s'écartant du modèle de banque individuelle sont celles groupant les états francophones de l'Afrique Occidentale et Equatoriale.

La BCEAO (« Banque Centrale des Etats de l'Afrique Occidentale ») a pour origine le Traité ayant institué l'UMOA (« Union Monétaire Ouest Africaine ») (1) du 12 mai 1962, qui fut signé

sentent encore aujourd'hui de la façon trop rapide mais inévitable dont le personnel européen a été remplacé, bien qu'il eut été probablement impossible que le processus se déroule autrement puisque la permanence des experts européens envoyés par les banques respectives aurait retardé l'adaptation du système bancaire aux exigences financières de l'expansion locale, il examine ensuite les alternatives pouvant être proposées afin d'améliorer la préparation du personnel et d'en élever le niveau: les cours de formation à l'intérieur de l'établissement et les « stages » à l'étranger (Consulter MOTTURA, *La formation du personnel dans les banques africaines: principes et organisation*, dans « Actes de la Conférence internationale sur la mobilisation de l'épargne dans les Pays africains », Milan, 20-23 septembre 1971, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1972, pp. 211-229). Quant aux différents critères adoptés dans les divers Pays d'Afrique pour recruter le personnel, voir également JUCKER-FLEETWOOD, *La politica monetaria e finanziaria di taluni nuovi Paesi africani*, dans « Bancaria », juin 1961, pp. 624-625.

On a pu constater, de toutes façons, que le personnel des banques centrales est relativement mieux préparé que celui des autres institutions de crédit, fait qui, selon Plumptre, peut être attribué à un ensemble de causes: « dans tous les Pays les banques centrales ont relativement une performance d'un niveau élevé; elles ont une bonne tradition. Les banques centrales les plus anciennes prêtent du personnel aux plus nouvelles, et engagent du personnel de celles-ci dans leurs propres services afin de le former. Depuis sa création, le Fonds Monétaire International aide les banques centrales dans les pays en voie de développement. Un assez grand nombre d'entre elles a pu s'établir avec son assistance, pendant bien des années le Fonds a mis en oeuvre un programme de formation pour le personnel des banques centrales, et en 1964, à la suite de la création d'une grande quantité de banques centrales nouvelles en Afrique, il a organisé un Service Spécial des Banques Centrales ». (Voir, PLUMPTRE, *The role of central banks in developing countries*, dans « Banking and Development », Reserve Bank of India, 1970, p. 148).

(1) Voir BCEAO, *Union Monétaire Ouest Africaine*, Paris, 3ème éd., juin 1969, p. 34 et BOETOLANI, *Le système bancaire du Niger*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1971, pp. 31-38.

par sept pays: Haute-Volta, Côte d'Ivoire, Dahomey, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal. Par la suite le gouvernement du Mali fit savoir qu'il ne voulait pas ratifier cet accord, en effet, il a créé sa propre banque centrale autonome, tandis qu'un an plus tard le Togo adhéra au Traité. L'Union se manifeste par l'intermédiaire de son Conseil composé, au niveau ministériel, d'un représentant de chacun des pays y adhérant; le Conseil se réunit au moins une fois l'an pour s'assurer que les clauses du Traité sont respectées (1).

Le retrait éventuel d'un des membres est prévu, il devient effectif 180 jours après avoir été notifié aux autres gouvernements.

Aux termes de l'article 4, les Etats participants s'engagent à respecter les dispositions concernant les règles définissant l'émission, la centralisation des réserves et la libre circulation des monnaies à l'intérieur de l'Union, mais ils peuvent dans ce dernier cas apporter des restrictions de caractère exceptionnel, à condition que — selon l'avis du Conseil — elles ne causent pas de préjudice aux autres adhérents. Des normes présentant un intérêt particulier sont celles tendant à harmoniser les législations monétaires et bancaires. A cette fin, les sept pays sont d'accord pour adopter une réglementation uniforme en ce qui concerne la répression de la falsification des monnaies, le contrôle des règlements à l'extérieur et le régime général des changes, l'exercice de la profession bancaire, ainsi que l'organisation de la distribution et du contrôle du crédit.

De son côté, la BCEAO est revêtue de la forme juridique d'une « institution publique internationale » et, à ce titre, elle

(1) On mentionnera dans le chapitre 7 les modifications statutaires apportées en novembre 1973, en les faisant rentrer dans le cadre des faits plus généraux ayant trait au renouvellement de la zone franc et survenus ces toutes dernières années.

jouit, dans tous les Etats de l'Union, des immunités et privilèges normalement accordés aux organismes financiers internationaux. Son capital (2,8 millions de francs CFA) est également réparti entre les participants (1), il provient d'une dotation initiale de la France, et constitue un transfert effectué par l'ancien institut d'émission au nouveau.

L'organe de la banque à l'échelon le plus élevé est son Conseil d'administration, les deux tiers des conseillers sont désignés par les états membres, à raison de deux représentants par nation, le dernier tiers est nommé par le gouvernement français. En cela, des traits particuliers caractérisent la BCEAO si on la compare à la généralité des banques centrales: d'une part, à chaque fois qu'un gouvernement désire prendre une décision elle est attentivement examinée au préalable par les autres participants; d'autre part, un pays étranger est à même de peser sur les orientations de la gestion, conservant de façon moins rigoureuse, mais non moins efficace, une bonne partie du contrôle qu'il exerçait auparavant à l'époque de l'occupation coloniale. Par ces deux moyens, il est licite d'affirmer que l'institut central, dans les états de l'union, tout en collaborant étroitement avec les pouvoirs publics en matière monétaire et de crédit, ne se place pas dans un rapport de « sujétion » comme on l'observe souvent dans d'autres systèmes, spécialement dans les cas de divergences d'opinions avec les représentants des gouvernements.

En plus du Conseil, lequel choisit son président parmi ses membres tous les deux ans, la banque est administrée par des Comi-

(1) Bien que, du point de vue monétaire, les sept pays n'aient pas tous la même importance: d'ailleurs les différences sont plutôt accentuées, puisque la Côte d'Ivoire centralise presque 50% de la circulation fiduciaire de l'Union alors que les autres états, en ordre décroissant se terminant par le Dahomey et le Niger, ont chacun un peu plus de 5% de cette circulation.

tés monétaires nationaux et par un directeur général. Les premiers sont composés de cinq membres, en général des personnalités dans le domaine de l'économie et des finances, dont les réunions ont lieu au siège de l'Institut dans leur pays; les décisions prises par ces membres portent sur des questions courantes d'intérêt local. Parmi ces autres charges, le directeur général a celle de désigner les directeurs des filiales après avoir obtenu l'accord du gouvernement intéressé. En ce qui concerne, enfin, l'articulation territoriale, le siège central est situé temporairement à Paris, mais sera par la suite transféré dans un des Etats de l'Union, par une décision que ces derniers devront prendre à l'unanimité. Une filiale et plusieurs agences ont été ouvertes dans chaque pays membre.

De structure analogue à celle de la BCEAO, la BEAC, (Banque des Etats de l'Afrique Centrale), groupe les cinq pays associés à l'Union Douanière et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC): le Tchad, le Congo, le Gabon, la République Centrafricaine et le Cameroun (1). Nous n'examinerons que les principaux points les différenciant. L'institut en question a été créé en 1960 et il est soumis à un ensemble de dispositions contenues dans les accords de coopération stipulés entre la France et les cinq pays, il n'émane donc pas d'un traité instituant une véritable union monétaire. Son siège est à Paris, son capital s'élève à 250 millions de francs CFA et les comités monétaires nationaux traitent les questions d'intérêt local. La différence la plus marquante par rapport à la BCEAO se trouve dans la composition du Conseil d'Administration: depuis l'exercice 1965-66 la BEAC est dirigée par 26 conseillers, dont 14 au moins sont français et 12

(1) Voir FREDIANI, *Le système bancaire du Gabon et la Banque centrale des états de l'Afrique équatoriale et du Cameroun*, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, Milan, 1973, pp. 73-78

africains (2 par pays, sauf le Cameroun qui en désigne 4) (1). Cependant un processus d'« africanisation » du personnel est en cours, afin de faire assumer de plus en plus le poids des responsabilités de gestion par des éléments indigènes.

Au sujet des accords de caractère monétaire il vaut la peine de mentionner la coopération qui unit les banques centrales des trois états adhérant à la Communauté de l'Afrique Orientale: Kenya, Uganda, Tanzanie: dans ce cas il s'agit de liens moins étroits que les précédents, ils consistent à harmoniser les disciplines sur le contrôle des changes, sur la libre convertibilité au pair et sans application de la commission de change pour leurs trois monnaies, sur l'octroi de crédits réciproques dans des circonstances déterminées, enfin une série de consultations périodiques entre les gouverneurs des banques est prévue (2). Toutefois, à la suite des changements de l'organisation politique en Uganda qui ont eu lieu récemment et du fait de controverses à propos des frontières avec la Tanzanie, l'organisation communautaire toute entière traverse une période difficile, ayant pour conséquence des répercussions négatives sur le processus d'intégration dans le domaine monétaire.

Nous citerons, en dernier lieu, l'« Association des Banques Centrales Africaines » (3) constituée à Accra le 13 août 1968 et dont tous les instituts centraux de l'Afrique indépendante font partie

(1) Avec raison, FREDIANI affirme, *op. cit.*, pp. 77-78: « Nous estimons donc que la participation française, bien qu'elle soit à même d'avoir une incidence sur la politique monétaire des états de l'Afrique Occidentale, ne peut, tout au moins formellement, la conditionner entièrement, comme cela se produit, croyons-nous, dans le cas des états de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun ».

Nous examinerons également au cours du chapitre 7 les modifications statutaires apportées à la BEAC en 1972.

(2) Voir FMI, *Surveys of African Economics*, vol. II, Washington, 1969, pp. 27 et 43-44 et CLARA CASELLI, *Le système bancaire de la Tanzanie*, Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, Milan, 1974.

(3) Voir ASSOCIATION OF AFRICAN CENTRAL BANKS, *Articles of Association*, 1968, p. 7.

y compris le Trésor libérien. Les buts de l'Association sont énumérés à l'art. 2:

a) promouvoir la coopération dans le domaine monétaire, bancaire et financier sur le continent africain;

b) aider à la formulation de directives suivant lesquelles des accords monétaires et financiers pourront être stipulés entre les pays d'Afrique;

c) encourager tout effort tendant à parvenir à la stabilité monétaire et financière en Afrique et à la conserver;

d) étudier le fonctionnement et l'efficacité des institutions économiques et financières internationales dans lesquelles les Pays africains ont des intérêt et proposer des solutions en vue d'une amélioration possible.

Afin d'atteindre des objectifs de cette ampleur, l'Association encourage les réunions périodiques des gouverneurs, invite à des échanges d'idées et d'informations, facilite la collecte des données et des statistiques, entreprend des études et des recherches d'intérêt commun, organise des séminaires et des cours de perfectionnement, fournit l'assistance technique. Bien que tout ce qui précède ait été inscrit dans ses statuts, on doit tenir compte de ce que son activité a été plutôt restreinte pendant ces premières années. C'est un fait positif, néanmoins, que les banques centrales aient senti la nécessité de créer un tel organisme alors qu'en ce moment elles sont plus liées aux marchés du crédit des ex-puissances colonisatrices qu'elles ne le sont entre elles. Il est certain, en outre, que l'Association se trouve à être le siège normal des réunions devant préparer les assemblées annuelles du Fonds Monétaire et de la Banque Mondiale, dans lesquelles, comme on le sait, les Pays africains sont groupés en sub-divisions régionales et doivent, de ce fait, se mettre d'accord à l'avance pour adopter une ligne d'action commune et faire concorder leurs votes.

2.2 BUTS FIXÉS PAR LES STATUTS, FINALITÉS INSTITUTIONNELLES ET MISSIONS (1)

Des deux systèmes de constitution pouvant être choisis pour une banque centrale: soit fixer dans ses statuts les grandes lignes de sa structure, sur le modèle de la Banque d'Angleterre, soit, au contraire, spécifier en détails son domaine d'activité (2), c'est la seconde possibilité qui a été universellement choisie, en Afrique, en connaissance de cause. Le danger dont il est fait mention dans la note a semblé très éloigné pendant les premières années d'activité des instituts centraux africains, compte tenu de la latitude laissée par la rédaction des statuts et de l'assistance apportée dans de nombreux cas par le Fonds Monétaire International ou les institutions analogues des pays évolués.

Les finalités institutionnelles peuvent être déduites des objectifs statutaires, il est possible de les faire coïncider avec celles de toute banque centrale moderne, à savoir:

(1) Pour l'organisation théorique de ce paragraphe, voir DELL'AMORE, *Le funzioni delle banche centrali*, op. cit., pp. 31-43.

(2) A ce propos SEN déclare (pp. 9-10): « Les deux systèmes ont leurs avantages en même temps que leurs dangers. Le système britannique ne convient que dans un Pays dont la population a l'habitude de respecter les traditions et les précédents. Il ne convient pas dans un Pays neuf et sans expérience. Si tout doit être prévu dans les statuts, il faudra veiller à ce que la loi soit adaptée au Pays ». Plus loin (pp. 272-273), l'Auteur met en garde contre les dangers d'une telle situation: « Les autorités de la banque pourraient être tentées de prendre beaucoup plus comme guide les termes des statuts que leur bon sens, leur jugement et leur expérience. Cette pratique pourrait également introduire une certaine rigidité d'esprit et d'action dans les opérations de la banque centrale ». (Voir SEN, *Central banking in underdeveloped money markets*, Bookland, 1961), Private Ltd. Calcutta. Pour une vue générale des buts et du rôle des banques centrales en Afrique, voir *Les systèmes bancaires des Pays d'Afrique*, op. cit., passim et BASU, *La banca centrale nei Paesi in via di sviluppo*, op. cit., pp. 91-106.

- 1) protection de la stabilité monétaire;
- 2) promotion de l'expansion économique;
- 3) atténuation des phases conjoncturelles;
- 4) obtention d'un degré d'emploi maximal des effectifs de travailleurs.

A la différence, toutefois, des économies évoluées, dans lesquelles la manoeuvre de renversement de la conjoncture prend de l'importance lorsqu'on tente de tenir éloignées l'une de l'autre les forces néfastes et opposées de l'inflation et du chômage (1), l'objectif primordial dans les Pays africains et le Tiers Monde en général est représenté par la promotion du développement de l'économie, précisément parce qu'un tel processus doit être facilité pendant la période de démarrage et constitue la base qui permettra de parvenir aux autres objectifs. Les Auteurs sont d'accord sur ce point, bien qu'ils mettent l'accent sur des points différents (2).

(1) Ces forces ne sont pas toujours opposées, comme ce fut le cas dans la plupart des économies occidentales lorsque s'est produit le phénomène de la « stagflation ».

(2) Parmi un grand nombre d'entre eux, on peut citer: parmi les experts des pays évolués: MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, Giuffrè, Milan, 1966, pp. 36-37, qui met en lumière le lien entre l'objectif consistant à obtenir un taux de croissance maximum de l'économie et la valeur du contrôle qualitatif du crédit; NEVIN, *Capital funds in underdeveloped countries: the role of financial institutions*, McMillan, Londres, 1963, p. 24, à qui il semble important d'encourager l'expansion à long terme dans les secteurs-base de l'appareil de production; LETICHE, *The role of monetary institutions in the economic conditions and objectives of African economic development*, Université de Montréal, 1971, ronéotypé, p. 31 pour qui il est nécessaire que la banque centrale contribue à diversifier l'économie. Parmi les experts dans les pays émergents, citons: KRAL, *The role of a central bank in a developing economy*, dans « Banking and Development », Reserve Bank of India, 1970, pp. 157-160; DESHMUKH, *Politica monetaria ed altri strumenti di intervento in una economia in via di sviluppo*, dans « Bancaria », avril 1966, pp. 425-427; ZULU, *Central Banking and its role in the national economy*, Bank of Zambia, Lusaka, 1970, pp. 19-22.

Les fonctions à donner aux banques centrales opérant dans les économies en voie de formation ont fait l'objet de nombreuses discussions, surtout par rapport au plan d'activités exercées traditionnellement par les institutions similaires des pays développées. D'une part, on a redimensionné comme il se doit le rôle de prêteur en dernière instance et de contrôleur du crédit au sens classique du terme des banques centrales africaines (1), d'autre part, cependant, on n'a pas toujours, ou insuffisamment, accentué les lourdes tâches et les nouvelles fonctions qui seront celles de ces instituts et sur les résultats desquelles leur utilité et leur validité sera appréciée. La liste suivante illustrera les tâches traditionnelles comme les nouvelles (2):

- a) assurer au marché les disponibilités voulues de moyens de paiement en circulation;
- b) centraliser les réserves en devises du pays;
- c) collaborer à la mise en oeuvre de la politique financière du Trésor public;
- d) surveiller le système bancaire;
- e) promouvoir et mobiliser l'épargne interne;
- f) maintenir l'équilibre de la balance des paiements et la stabilité des changes avec l'étranger;
- g) encourager l'expansion d'un marché monétaire et financier efficient;
- h) favoriser le développement équilibré des investissements dans les divers secteurs de production;
- i) réduire les déséquilibres sociaux entre les régions du pays;

(1) Consulter, pour toutes, SAYERS, *Central banking in underdeveloped countries*, *op. cit.*

(2) Voir DELL'AMORE, *op. cit.*, pp. 37-38.

- l) adapter le système du crédit aux besoins de celui de l'économie (1);
- m) maintenir une certaine ambiance propice à la réalisation d'une expansion harmonieuse (2).

Pour l'essentiel, les banques centrales d'Afrique, se trouvant à opérer dans un milieu économique et financier moins avancé, doivent se considérer comme l'un des centres promoteurs de leur développement, par une action directe durant une première phase (pour celle-ci voir le paragraphe suivant) et par une autre qui doit être concomitante mais plus profonde et indirecte, tendant à donner corps et force à l'infrastructure du crédit (qui sera étudiée dans le paragraphe consacré au contexte institutionnel).

2.3 BANQUES UNIQUEMENT CENTRALES OU MIXTES?

Comme on le sait, les premières sont celles qui exercent exclusivement leurs activités avec les autres instituts de crédit, alors que les autres sont aussi directement en rapport avec les entreprises de production ou de distribution. Alors que dans les pays modernisés ce dernier cas a été complètement éliminé, il caractérise l'acti-

(1) Ainsi que le fait observer FREDIANI, *Présentation à BASU, op. cit.*, p. XXXIV, cette adaptation peut se faire en relâchant les liens entre les filiales des banques étrangères et leurs sièges, cet objectif est considéré comme devant être atteint en priorité absolue mais sans recourir aux mesures extrêmes de la nationalisation, car elles pourraient décourager les investissements étrangers dans le Pays.

Au sujet de la nationalisation, KAMUZORA, *Central Banking*, dans « Bank Magazine », The National Bank of Commerce, Dar-es-Salaam, décembre 1970, p. 18, est d'avis que les fonctions traditionnelles de la *Bank of Tanzania* ont été diminuées par le fait de la socialisation du système bancaire, survenue en février 1967.

(2) Pour DORRANCE c'est la principale responsabilité d'une banque centrale. Consulter DORRANCE, *Le rôle des banques centrales dans les Pays moins développés*, dans « Finance and Development », FMI-BIRD, décembre 1969.

vité de certaines banques centrales dans les pays en voie de développement. Il s'agit là, en vérité, d'une phase de transition par laquelle sont passés et passent encore certains instituts africains, parce qu'ils sont conscients des lacunes existant dans les marchés du crédit locaux (1).

Une fois surmontées ces difficultés initiales il conviendra de voir les banques centrales se retirer des activités commerciales et abandonner ce domaine aux établissements de crédit spécialisés dans ce secteur (2).

Parmi tant d'autres, le cas de la Guinée Equatoriale est apparu particulièrement significatif, ce pays, ainsi qu'on l'a rappelé dans le chapitre sur l'historique des banques centrales, possède une banque centrale récemment créée puisqu'elle date précisément de 1969. S'étant rendus compte de l'étroitesse de leur territoire, et ayant évalué le réel besoin d'institutions financières (deux banques espagnoles existent dans le pays), les autorités monétaires de cet état ont décidé de créer une banque centrale qui

(1) « Le fait pour une banque centrale africaine de s'adonner à des activités bancaires ordinaires a pour origine évidente l'existence d'un système bancaire commercial qui n'était pas indigène et dont le comportement opérationnel semblait ne pas être en conformité avec les objectifs économiques nationaux ». Cfr. ENUENWOSU, *Rôles et politiques des banques centrales africaines dans le développement*, Association des banques centrales africaines, Séminaire de Tunis, 20 novembre - 4 décembre 1972, p. 21. L'Auteur rappelle les expériences des banques mixtes, qui se sont poursuivies jusqu'à ces derniers temps, celles des instituts d'émission de la Libye, de la Somalie et du Mali.

(2) Voir SAYERS, *ibidem*, p. 118. On peut justifier dans ces termes une action de propulsion directe. Cependant, nous ne sommes pas d'accord avec ARCUCCI, quand il affirme que « l'exercice direct des activités bancaires commerciales par la banque centrale est indispensable », sans y apporter des limitations dans le temps. (Voir ARCUCCI, *Banche commerciali e banche centrali nel finanziamento dello sviluppo*, rapport présenté à la Table Ronde sur les limites de l'intervention des banques commerciales dans le financement du développement, Parme, mai 1973, document ronéotypé).

sera l'unique banque guinéenne et remplira les fonctions d'institut d'émission, de banque de dépôt et de banque de développement (1). C'est le cas le plus « poussé » de banque mixte, dont la suppression est cependant prévue dans les normes temporaires du décret-loi qui a décidé de sa création: la séparation juridique et économique des fonctions monétaires et bancaires aura lieu quand, suivant l'appréciation du gouvernement, la complexité et le volume des opérations rendront cette séparation nécessaire. On procèdera alors à la constitution de la Banque Centrale de la République de Guinée Equatoriale et à celle de la Banque nationale de dépôt et de développement. Il s'agit là, selon nous, d'un exemple qui illustre le degré de maturité atteint dans ce pays et le profit tiré des expériences antérieures faites par d'autres banques centrales africaines.

2.4 STRUCTURE DU MARCHÉ DU CRÉDIT

Une mission très importante que les instituts centraux ont remplie dès leur création et qu'ils continuent à accomplir aujourd'hui encore dans la plupart des pays est représentée par la contribution qu'ils ont fournie afin de doter le système économique des institutions de crédit qui lui sont nécessaires.

Etant donné les situations variées qui existent en ce moment sur le continent africain, il est possible de proposer — en suivant l'exemple de Mauri (2) — une classification intéressante des sys-

(1) Voir BCEAO, *Les institutions monétaires de la République de Guinée Equatoriale*, op. cit., pp. 4-11. La disposition citée dans le texte est contenue dans l'art. 2 du décret-loi décidant de la création de la banque centrale.

(2) Voir MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, op. cit., pp. 81-96. Les stades de développement monétaire décrits par NEWLYN sont en partie similaires, voir: *Money in an African context*, Oxford University Press, 1967, pp. 1-16.

tèmes de crédit, basée sur le « degré de maturité » de ceux-ci. Cet Auteur a observé trois stades d'évolution, chacun étant caractérisé par des éléments déterminés, venant s'ajouter à ceux acquis précédemment au cours de la phase antérieure. C'est ainsi que pendant le premier stade, le plus arriéré, des efforts sont faits afin de diffuser progressivement l'utilisation de la monnaie, pour délimiter la zone de l'économie de subsistance et des échanges en nature. En outre, la nécessité se fait sentir d'au moins « deux organismes financiers et de crédit adéquats pouvant exercer des activités complémentaires, représentés, respectivement, par une banque d'émission qui remplit aussi les fonctions typiques des banques commerciales (inexistantes) et par une banque de développement, qui supplée temporairement à l'absence de marché des capitaux et à la carence des initiatives dans le domaine des entreprises » (1).

On suppose qu'au cours du second stade il y aura un véritable institut central, chargé de toutes les tâches que la doctrine moderne lui attribue, et que seront fondées des banques commerciales de droit public et privé, que la banque de développement sera spécialisée et s'intéressera au secteur industriel tandis qu'une banque de crédit particulière sera consacrée au financement de l'agriculture. Les premiers jalons d'un marché des valeurs mobilières bien organisé ont déjà été posés et c'est à la banque centrale qu'il appartient d'encourager le placement sûr en titres d'état et d'éduquer le public à pratiquer cette forme d'investissement.

Le troisième et dernier stade est celui au cours duquel le système bancaire se complète et se répand de plus en plus sur toute l'étendue du territoire. Le degré de spécialisation fonctionnelle augmente au fur et à mesure que se fondent de nouveaux instituts

(1) Voir MAURI, *op. cit.*, p. 87.

dont les activités portent sur le crédit à moyenne échéance, le crédit hypothécaire et les autres formes d'aide à la production dans les divers secteurs. Sur le marché des valeurs, les obligations et les actions de société viennent se joindre aux titres d'état. Certaines des initiatives-pilote prises par la banque de développement peuvent être transférées au capital privé.

Donc, en Afrique la situation réelle se présente, évidemment sur la base d'une évaluation qui ne peut laisser de côté les éléments subjectifs, avec ces caractères distinctifs: la plupart des pays peuvent affirmer qu'ils ont dépassé le premier stade, tout au moins en ce qui concerne les organismes de crédit essentiels, tandis qu'il reste encore un long chemin à parcourir pour réduire le dualisme du marché du crédit et répandre l'utilisation de la monnaie. A ce sujet, le secteur arriéré de ce marché est encore prospère, surtout dans les zones rurales et de toutes façons dans celles éloignées des grandes villes peuplées et il se caractérise par l'octroi de crédit en nature et par des prêts monétaires directs ainsi que par le phénomène de la pratique de taux d'intérêt usuraires dus au déséquilibre entre la demande et l'offre de crédit.

Une grande partie des systèmes bancaires africains passe en ce moment par le deuxième stade prévu, parce que, à côté de l'institut d'émission jouant le rôle d'une banque centrale au sens le plus étendu de l'expression, il existe une série plus ou moins abondante d'intermédiaires octroyant le crédit: banques commerciales, banques de développement, institutions financières spécialisées (1). Pour savoir à quel point les structures du crédit sont adéquates il faut les comparer au degré de développement atteint par le système économique dans son ensemble ainsi qu'aux caractéristiques physi-

(1) Dont on parlera plus loin dans ce même paragraphe et dont on fera la description schématique.

ques du pays (superficie, population, position géographique): il apparaît clairement, en effet, que seulement à l'aide de tels paramètres il est possible de placer dans la seconde phase de l'évolution les marchés du crédit africains qui sont vraiment très différents les uns des autres. Bien qu'ils présentent parfois de grosses lacunes du point de vue fonctionnel comme de celui de l'articulation territoriale propres aux institutions financières, nous estimons pouvoir affirmer que les pivots d'un système autonome du crédit existent partout en Afrique et que, sous le profil des structures, tout au moins, les marchés du crédit ne viennent pas freiner le développement (1). En d'autres termes, le processus de maturation dans le secteur du crédit s'effectue à un rythme supérieur à celui observé généralement dans les autres secteurs (2), ce fait est très souvent dû à des facteurs tels que: la tradition bancaire, la meilleure organisation du travail, un plus grand degré de rationalisation, l'attention particulière apportée par les pouvoirs publics. C'est pourquoi, à ce stade, la banque centrale, après avoir effectué la transformation du département ou des départements internes consacrés à l'activité bancaire directe en institutions autonomes à caractère public, doit surtout porter ses efforts sur la con-

(1) Par exemple, nous étions déjà parvenus à cette conclusion, en analysant le système bancaire d'un Pays qui, à cause de sa position géographique défavorable et de l'extrême pénurie de ses ressources, ne figure certes pas dans les nations les plus évoluées du continent: « pour se développer à l'avenir le Niger se trouvera en face d'une organisation de crédit qui, loin de le freiner, lui permettra de trouver un soutien et un organisme de promotion. En d'autres termes, les banques et les intermédiaires financiers se multiplieront et, de plus en plus, modifieront leurs services pour qu'ils puissent répondre aux changements survenus dans la demande, et fourniront ainsi au processus de croissance un appui indispensable et une garantie pour l'avenir » (voir BORTOLANI, *Le système bancaire du Niger*, op. cit., p. 31).

(2) Voir GHOSH, *Monetary control in an underdeveloped economy*, dans « *Economia Internazionale* », novembre 1960, p. 605.

solidation de l'appareil existant pour qu'il puisse fonctionner conformément à une perspective globale des besoins de l'économie.

Dans certains pays comme le Maroc, le Nigeria (1), la Tunisie, la Côte d'Ivoire, l'Égypte, le Kenya, l'Île Maurice et sans doute quelques autres, il est certainement possible de dire que le troisième stade de l'évolution est atteint, qu'il s'agisse de la quantité et des proportions de leurs instituts, ou du degré de spécialisation fonctionnelle de ceux-ci. En outre, dans la majeure partie de ces pays l'ampleur des marchés de valeurs mobilières vaut la peine d'être mentionnée, au point que des Bourses des valeurs y ont été créées, qui jusqu'à présent, toutefois, ont un volume d'affaires plutôt restreint (2).

On trouve aussi un éventail des cas différents si l'on considère le comportement des autorités monétaires en matière de contrôle exercé sur le capital des banques, lequel suit l'orientation de la politique économique gouvernementale: à l'un des extrêmes on a la politique de la « porte ouverte » adoptée par le Libéria, favorable à une présence massive de capital étranger, à l'autre, on trouve la nationalisation totale du système bancaire décrétée par l'Algérie, la Libye, l'Égypte, le Soudan, la Guinée et la Tanzanie.

Dans ces cas, quant à la forme, la surveillance réalisée est certainement totale, elle impose aux anciens instituts étrangers l'obligation d'investir dans le pays les fonds collectés, mais elle ne parvient pas toujours à un degré d'efficacité appréciable, par suite de la bureaucratisation exagérée de l'appareil d'organisation (3).

(1) Pour ce Pays qui est l'un des plus importants sinon le plus important du continent, la littérature spécialisée est particulièrement abondante. Voir pour tous, BROWN, *The Nigerian banking system*, Allen & Unwin, Londres, 1966.

(2) Voir ci-dessous au chapitre 6.

(3) En se référant à l'Algérie, ROSSIGNOLI écrit: « Le système bancaire et la Banque centrale constituent ainsi une expression de la bureaucratie gouver-

Il est donc plus opportun d'adopter une politique de compromis aussi, à quelques différences de détails près, la plupart des pays d'Afrique s'en inspirent: d'une part, on y voit survivre certaines institutions de crédit étrangères, de type commercial en général, mais elles sont réglementées et incorporées dans le système bancaire local (au moyen de mesures législatives adéquates, ou, quand on estime qu'elles sont insuffisantes, à l'aide de participations de l'état); d'autre part, constitution d'organismes financiers nationaux agissant dans le domaine du crédit ordinaire, mais plus encore dans celui de financements à longue échéance, encourageant l'apport en un second temps et dans des proportions diverses de capitaux privés locaux.

Du point de vue de l'articulation territoriale, l'inconvénient que l'on trouve dans tous les pays, héritage de la période coloniale, est celui de la diffusion, dans certains cas même de la prolifération indésirable, de guichets bancaires dans la capitale et dans les autres centres habités importants alors que de vastes zones rurales sont négligées. Une fois l'indépendance obtenue et les instituts nationaux fondés l'impulsion a été donnée à l'oeuvre de pénétration dans les zones ne présentant pas d'avantages économiques si on les considère sous un angle strictement administratif, on ne saurait encore affirmer, toutefois, que les services bancaires et ce qui compte plus encore le crédit sont maintenant à la disposition de toutes les personnes et de tous les organismes méritant d'être aidés financièrement. Ce n'est que par une stimulation constante et avec

nementale, et par conséquent le contrôle du crédit est surtout de nature administrative et sélective, et il tend à garantir la conformité des crédits accordés par les établissements du crédit avec les choix exprimés dans la planification », voir ROSSIGNOLI, *Le système bancaire de l'Algérie*, op. cit., p. 39. Ces affirmations sont également valables pour les autres pays ayant nationalisé leur système bancaire. Voir aussi: THE NATIONAL BANK OF COMMERCE, *NBC's role in Tanzania's socialist construction*, United Republic of Tanzania, 1971, p. 37.

des encouragements adéquats que l'on pourra réduire progressivement le dualisme monétaire et ce au bénéfice du secteur le plus arriéré (1).

Si l'on veut maintenant avoir, en synthèse, une vue panoramique des types d'institutions financières exerçant leur activité en Afrique, il convient de commencer par les banques commerciales qui sont presque partout les intermédiaires de crédit les plus importants (2). Pendant la période coloniale ces banques étaient les filiales des grands établissements de crédit de la métropole, et aidaient à drainer les ressources de la colonie, fait qui constitue la principale caractéristique négative de l'exploitation considérable effectuée à cette époque (3). Aujourd'hui, les banques de dépôt

(1) Pour le Prof. DELL'AMORE, le principal point faible des banques commerciales africaines est précisément leur articulation territoriale restreinte dans les zones rurales (voir DELL'AMORE, *Politique bancaire et politique de l'épargne dans les Pays africains*, dans « Actes de la Conférence internationale », Milan, 20-23 septembre 1971, Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972, p. 5). Sur ce point voir également TALWAR, *Problems of expansion of banking in rural areas*, dans « Banking and Development », Reserve Bank of India, 1970, pp. 49-60.

(2) La bibliographie sur ce sujet se divise en ouvrages qui traitent le problème en général, insistant sur les caractéristiques de structure et de fonction des banques commerciales exerçant leurs activités dans les pays en voie de développement, ceux d'Afrique en particulier, et en oeuvres consacrées à l'étude des états pris séparément ou par groupes plus ou moins homogènes (nations anglophones, francophones, du Maghreb). Alors que pour ce dernier nous renvoyons aux indications déjà fournies dans le chapitre sur l'histoire de l'évolution, pour ce qui a trait aux études de plus vaste envergure et plus qualifiées, on peut consulter utilement: JUCKER-FLEETWOOD, *Money and finance in Africa*, Allen & Unwin, Londres, 1964, pp. 128-140; NEVIN, *Capital funds in underdeveloped countries*, *op. cit.*, pp. 45-71; NEWLYN, *Money in an African context*, *op. cit.*, pp. 41-55; WILLIAMSON, *The role and practices of commercial banks and other institutions in financing development*, NBE, Le Caire, 1965, pp. 1-24; MAURI, *Il mercato del credito nei Paesi sottosviluppati*, *op. cit.*, pp. 53-61.

(3) Dans les termes de NEVIN, *op. cit.*, pp. 49-51: « le principal résultat de toutes ces caractéristiques du système bancaire colonial — l'intégration de toutes les succursales de la banque en un seul service administré par le siège central, la concentration du crédit en faveur des entreprises des colons qu'il s'agisse des produits primaires ou de la commercialisation, l'application de conventions et de standards exportés de la métropole — a été, du moins durant

étrangères ont dû, suivant la règle, se faire immatriculer localement et sont devenues de ce fait les « associées » de leurs sièges respectifs. Il est difficile de déterminer à quel point la situation a changé par rapport à celle d'autrefois, depuis que de nouveaux actionnaires africains ont été introduits (en général, la banque centrale elle-même ou d'autres organes publics) et depuis qu'elles sont assujetties à une autre discipline: leur domaine d'activité reste largement confiné dans le financement du commerce étranger et dans celui d'autres opérations présentant une garantie absolue de remboursement et des taux actifs rémunérateurs. On peut considérer que cette règle vaut pour tous en général, qu'il s'agisse des banques françaises, des banques anglaises ou de celles dans lesquelles la totalité ou une partie du capital appartient à des instituts d'autres nations européennes, des Etats-Unis ou des Indes.

Parmi les premières, il convient d'opposer la « Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale » à toutes les autres banques: la BIAO est, en fait, l'institut le plus important parmi les instituts français installés dans la même région, à la fois par son réseau très étendu de filiales, et par le fait qu'environ 75% de son volume d'affaires se réfère effectivement à l'Afrique francophone, à la différence de ce qui se produit pour les autres banques lesquelles dans cette même région limitent leurs opérations à 1-2% de la totalité de leurs activités. Sous un autre aspect, qui se rapporte à la diversité d'objectif économique, la BIAO (1) se différencie de ses concurrents qui sont les 3 grandes banques nationa-

ces toutes dernières années, un taux insuffisant de l'expansion du crédit en faveur de nouveaux développements dans la plupart des territoires assujettis.

...Nombre de colonies se sont donc trouvées, à un certain stade, dans la position de zones exportatrices de crédit, par suite de l'organisation et du comportement particulier de leur système bancaire commercial ».

(1) La BIAO est une société anonyme française dont cependant 49% du capital a été acheté en 1965 par la *First National City Bank* de New York.

lisées: la Société Générale, la Banque Nationale de Paris et le Crédit Lyonnais. Ces banques, après la déclaration d'indépendance des anciennes colonies françaises en 1960, ont renoncé à leur système de filiales, tel qu'il existait jusqu'à cette date, au bénéfice de la constitution d'établissements de crédit de droit local, dans lesquels l'Etat intéressé a pris une participation importante, souvent majoritaire, tandis que d'autres groupes financiers étrangers ont souscrit des parts de capital modestes. La BIAO par contre, reste le seul institut ayant conservé sans changement sa propre structure de complexe unitaire, basé sur une direction centralisée et sur une pénétration effectuée au moyen de nombreux guichets lui appartenant en propre.

En Afrique anglophone, nous trouvons dans tous les Etats où le système bancaire n'a pas été nationalisé, deux instituts ayant une longue tradition coloniale: la *Barclays Bank* et la *Standard Bank*. Ils opèrent maintenant en conformité avec les lois du pays et se situent partout parmi les banques principales de chacun de ces pays, perpétuant les inconvénients qu'ils ont toujours présentés: concentration des guichets dans les villes et discrimination dans l'octroi des prêts au détriment des africains (1). On peut toutefois entrevoir un lent acheminement vers une prise de conscience plus nette à l'égard des initiatives locales, qui aura l'occasion de se développer à l'avenir et ira de pair avec l'autorité accrue du gouvernement et sa capacité d'imposer des contraintes, sans subir de chantages sur le plan des rapports financiers internationaux.

(1) PETCH, *Economic development and modern West Africa*, Allen & Unwin, Londres, 1968, pp. 86-87, cherche à justifier l'activité de ces deux banques, affirmant, d'une part, qu'elles ont récemment augmenté le nombre de leurs guichets et que, d'autre part, leurs limitations pour les financements à l'expansion (agriculture et construction, en particulier) s'expliquent par le régime chaotique de jurisprudence concernant les terres, dans de nombreux Pays d'Afrique. Ce régime juridique foncier ne permet pas d'obtenir des garanties réelles adéquates.

La même nécessité que celle ayant poussé les pays africains à se doter d'une banque centrale a incité beaucoup d'entre eux à fonder une grande banque de crédit ordinaire nationale, afin d'y faire confluer l'activité bancaire de tout l'appareil gouvernemental, des organismes publics et d'un grand nombre de particuliers. En un mot, leur objectif est de combler les lacunes laissées par les instituts étrangers (1). La seule exception importante à la constitution *ex-novo* d'un institut commercial national est représentée par le Nigeria où déjà depuis l'époque coloniale un système de banques indigènes s'est développé (2), ces institutions ayant été encouragées par les gouvernements régionaux de la Fédération. Bien qu'elles aient subi des vicissitudes assez souvent malheureuses — on se souvient que pendant les années ayant immédiatement suivi la guerre une bonne vingtaine de ces banques ont fait faillite —, ces *indigenous banks* offrent un rare exemple d'initiative privée africaine dans le domaine bancaire.

D'après ce qui vient d'être dit, il apparaît bien évident que le degré de concentration des systèmes bancaires africains est l'un des plus élevés du monde (3): ceci est naturellement en relation

(1) Voir, en se référant à l'expérience de la Zambie, un Pays largement dominé par les *expatriate banks*, dans l'article de ZULU-MUJUMDAR, *The case for a national commercial bank*, Bank of Zambia, Lusaka, 1970, pp. 23-25.

(2) Consulter BROWN, *The Nigerian banking system*, *op. cit.*, pp. 54-76 et plus généralement, NWANKWO, *Traditional banking in developing countries*, dans « The Bankers' Magazine », février 1973.

(3) On constate aussi ce phénomène dans l'un des systèmes bancaires les plus étendus du continent: « Bien qu'aujourd'hui 14 banques commerciales opèrent au Nigeria, l'industrie bancaire nigérienne est une forte concentration oligopole. La domination de l'industrie par un petit nombre de grandes banques, si elle n'interdit pas la concurrence inter-banques, a néanmoins beaucoup agi sur sa nature et sur son extension ». (Voir TERIBA, *The 1967-1969 banking amendments in Nigeria. An appraisal of financial adaptation in an underdeveloped war economy*, dans « The Nigerian Journal of Economic and Social Studies », University of Ibadan, mars 1969, p. 60).

avec la phase de développement à laquelle chaque pays est parvenu; mais la structure actuelle, basée sur un apport consistant public laisse à prévoir que, dans un proche avenir, il sera difficile d'augmenter le nombre des instituts. Par contre, les banques commerciales existant déjà auront probablement la possibilité de consolider leur position en termes absolus, mais perdront du terrain par rapport aux autres intermédiaires financiers, au fur et à mesure que s'effectuera la spécialisation du crédit à moyen et long terme.

Parmi ces derniers les banques de développement (1) se classent au premier rang, ces organismes de crédit ont été partout créés par les pouvoirs publics afin d'accélérer le processus de croissance au moyen de financements accordés aux secteurs considérés comme prioritaires. Ces banques expriment de manière significative l'affirmation de leur autonomie que les états africains cherchent à établir depuis le jour où ils ont conquis leur indépendance. De telles institutions devraient avoir comme activité typique le financement des entreprises industrielles, et parmi celles-ci, tout particulièrement les petites et les moyennes; ainsi que le financement du secteur public pour les grands travaux d'infrastructure (en col-

(1) Une très abondante bibliographie existe sur les caractéristiques structurelles et fonctionnelles de ces banques, nous indiquons ici les ouvrages les plus récents et les plus documentés: BADOUIN, *Les banques de développement en Afrique*, Pedone, Paris, 1964; SPIRO, *Les banques de développement et le crédit aux petits producteurs en Afrique Noire et en Amérique du Sud*, Droz, Genève, 1966; DOCK HOUK, *Financing and problems of development banking*, Praeger, New York, 1967; DELL'AMORE, *Economia delle aziende di credito*, vol. II: *I sistemi bancari*, Giuffrè, Milan, 1969, pp. 202-216; ONADO, *Le banche di sviluppo dei Paesi africani: aspetti istituzionali*, dans « *Scritti in onore di Giordano Dell'Amore* », vol. III, Giuffrè, Milan, 1969, pp. 1567-1617; HOLBIK, *Development banks: a catalyst for economic progress*, dans « *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali* », novembre 1969, pp. 1053-1073; HARLANDER-MEZGER, *Development banking in Africa*, Weltforum Verlag, Munich, 1971, p. 390; BARATTIERI, *Le banche di sviluppo nei Paesi emergenti*, Giuffrè, Milan, 1972, p. 85.

laboration même avec des institutions internationales) et celui de projets dans les domaines où l'offre de crédit fait défaut. Une mission fondamentale est représentée par l'assistance technique fournie aux établissements financés, en vue de renforcer le potentiel de la catégorie des entreprises locales. A côté de ces orientations vraiment louables de leur gestion, on ne peut passer sous silence la désillusion apportée dans certains cas par les résultats obtenus, dus à des disponibilités pécuniaires trop restreintes par rapport à l'ampleur des buts assignés aux banques de développement, mais encore plus à une déviation de leur organisation première, avec de fréquents empiètements sur le crédit ordinaire afin de répondre aux nécessités d'équilibre administratif. Ce fait a été enregistré, en particulier, dans les pays dépourvus de banque commerciale nationale. De toutes façons, en les remettant sur la voie tracée pour elles, ces banques de développement sont certainement appelées à jouer un rôle-clé sur les marchés africains du crédit.

En ce qui concerne les autres intermédiaires financiers, la situation est assez hétérogène et ne se prête qu'à un petit nombre de généralisations. Dans le domaine du crédit agricole, les organismes spécialisés sont peu nombreux et ne disposent que de modestes ressources. Grâce à l'attention renouvelée des pouvoirs publics pour ce secteur, il sera peut-être possible d'obtenir de meilleurs résultats en ce qui concerne les efforts accomplis jusqu'à présent, même sous la direction de la FAO, pour implanter un réseau efficient de coopératives agricoles et de distribuer par leur intermédiaire l'aide financière. Si pour la mobilisation de l'épargne interne on renvoie à l'un des chapitres suivants (1), il reste à étudier les instituts se consacrant : au crédit à la construction, à celui destiné à la consommation, à l'achat de véhicules automobiles et à d'autres de moindres.

(1) Voir ci-après au chapitre 6.

dre importance; à de rares exceptions près, il s'agit d'intermédiaires dont le volume d'affaires est restreint et qui, pour le moment, existent en marge du marché du crédit, dont ils ne constituent qu'une petite fraction, ils sont destinés néanmoins à consolider leur position et à se multiplier au fur et à mesure que se perfectionnera la maturation du système économique et que progressera le degré de spécialisation fonctionnelle du système financier.

Pour conclure, les points suivants peuvent donner la synthèse de ce chapitre:

1) Les banques centrales africaines modernes, créées au lendemain de l'obtention de l'indépendance, présentent des caractères tout-à-fait similaires quant à la forme (à l'exception des deux instituts multinationaux d'Afrique occidentale et centrale);

2) bien que leurs statuts les aient dotées de vastes pouvoirs, ils ne permettent pas de se rendre compte de leurs possibilités opérationnelles effectives, mais, par ailleurs, ils ne constitueront pas un frein rigide à l'avenir, lorsque les banques en question seront à même d'exercer les fonctions qui leur ont été assignées de façon plus complète;

3) si on les compare avec les instituts analogues opérant depuis longtemps dans les pays plus évolués, ceux d'Afrique en ont calqué la structure fondamentale, mais ils s'en distinguent nettement en ce qui concerne l'importance de l'objectif poursuivi qui est l'accélération du développement;

4) parmi les tâches primordiales des banques centrales africaines, on trouve l'oeuvre de consolidation des institutions financières déjà en activité et la création de nouvelles unités, partout où elles sont jugées nécessaires.